



THREE EUROPEAN UNIVERSITIES
END AGREEMENTS WITH ILLEGAL ISRAELI
SETTLEMENT-BASED ARIEL UNIVERSITY
noar.netties.org

Trois universités européennes mettent fin aux accords avec l'université d'Ariel située dans une colonie illégale israélienne

Description

Par la Campagne de non-reconnaissance et de non-collaboration avec l'université d'Ariel, le 31 mars 2021



THREE EUROPEAN UNIVERSITIES
END AGREEMENTS WITH ILLEGAL ISRAELI
SETTLEMENT-BASED ARIEL UNIVERSITY
noar.netties.org

Trois institutions académiques européennes éminentes ont **mis fin à leurs accords avec l'Université d'Ariel** à cause de son implication directe dans les violations du droit international par Israël.

L'Université d'Ariel est située dans une colonie illégale israélienne sur la terre occupée des Palestiniens. L'entreprise coloniale d'Israël constitue un crime de guerre selon le droit international, et l'Union Européenne et ses États membres ne reconnaissent pas la souveraineté d'Israël sur le territoire palestinien occupé, dont Jérusalem Est.

Début mars, l'Université de Valencia a confirmé qu'elle n'instaurerait pas d'accord de coopération avec l'Université d'Ariel conformément à l'engagement de l'Université envers les droits de l'homme.

Le 11 mars, au cours d'une réunion du Conseil de l'Université, le Recteur Maria Vicente Mestre Escrivá a déclaré que l'accord n'était jamais entré en vigueur et que l'Université de Valencia ne signerait pas l'accord avec l'Université d'Ariel.

L'accord entre les deux universités avait d'abord été approuvé en mai 2019. Il a été suspendu et placé sous examen quelques mois plus tard à la suite des protestations du syndicat étudiant BEA à cause du rôle direct de l'Université d'Ariel dans l'occupation armée israélienne. La décision du recteur a été prise après des réunions et des mobilisations des syndicats d'étudiants et de professeurs BEA, Acontracorrent, SEPC et STEPV et Intersyndical ainsi qu'avec l'association BDS de Valencia.

En décembre 2020, l'Institut de Recherche Technologique (IRT) Antoine de Saint-Exupéry a confirmé qu'il mettait fin à un accord de collaboration avec l'Université d'Ariel. En France, des universitaires avaient écrit à l'Université et au Ministre français de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, mettant l'accent sur les obligations de la France conformément au droit international.

Le ministre français avait affirmé aux universitaires qu'il n'existait aucun accord de collaboration concernant l'éducation ou la recherche avec des institutions coloniales israéliennes telles que l'Université d'Ariel.

L'Université de Florence a mis fin à un accord international de mobilité avec l'Université d'Ariel. L'année dernière, l'Université a répondu aux universitaires d'Italie en disant que « l'accord international de mobilité avec l'Université d'Ariel a été suspendu ». Dans un courriel de février 2021, l'Université a confirmé que « l'Université d'Ariel ne figurait pas dans l'Appel à Mobilité Extra-UE pour 2020/21 ».

La campagne « Pas de Liens avec Ariel » a salué la nouvelle :

Nous félicitons l'Université de Valencia, l'IRT Saint-Exupéry et l'Université de Florence d'avoir pris des mesures pour respecter leurs obligations morales et juridiques de ne pas prêter leur concours aux graves violations du droit international par Israël.

L'Université de Florence maintient cependant un accord de collaboration culturelle et scientifique avec l'Université d'Ariel et les facultés d'Architecture (DIDA) et d'Histoire,

département d'Archéologie, de Géographie, des Beaux-Arts et Arts du spectacle (SAGAS).

Conformément à la décision de principe de mettre fin à l'accord de mobilité avec l'université d'Ariel, l'université de Florence doit maintenant mettre fin à tous les liens institutionnels avec l'université d'Ariel en accord avec la position claire de l'Union Européenne et de l'Italie concernant l'illégalité des colonies israéliennes.

Étienne Balibar, Chaire Anniversaire de Philosophie Européenne Moderne, université de Kingston, a fait ce commentaire :

On ne peut jamais transformer des faits sur le terrain en un droit. Les avancées de l'état d'Israël, soutenues par une puissante coalition régionale et mondiale, pour exproprier les Palestiniens et les annihiler en tant que peuple, ne signifient pas que toute résistance est maintenant futile. Nous aussi devons résister. C'est pourquoi nous devrions saluer la décision des universités européennes de mettre fin à leur coopération avec l'université d'Ariel et espérer que leur exemple sera suivi par beaucoup d'autres.

Dans un avis juridique, le juriste sud-africain de renom John Dugard a fait remarquer que l'université d'Ariel « participe d'une entreprise illégale et criminelle selon le droit international ». Il a décrit l'université d'Ariel comme « la création institutionnelle d'un système d'apartheid installé par Israël en Palestine occupée afin de légitimer et stimuler une occupation illégale ».

Les organismes palestiniens d'enseignement supérieur faisant autorité, soutenus par des universitaires réputés, appellent toutes les institutions internationales à cesser d'établir des liens institutionnels avec l'université d'Ariel, dans le contexte de la défense de la liberté académique et des droits fondamentaux pour tous.

Plus de 500 étudiants européens, israéliens, mais également d'autres régions du monde, ont récemment signé une lettre exhortant l'Union Européenne à cesser de légitimer l'université d'Ariel via ses programmes de recherche financés par ses contribuables.

Source : [No Arielties](#)

Traduction J. Ch. pour l'Agence Média Palestine

Tags

1. Ariel
2. Université de Valencia
3. universités

date créée

2021/04/01